

## SOMMAIRE

- 3. Une crise comme miroir des inégalités
- 6. L'alimentation avant, pendant et après le Covid
- 9. Plein les yeux, les oreilles, les doigts... jusqu'à l'âme
- 10. Interview de Laura Rizzerio : Et soudain, nous nous sommes découverts tous vulnérables
- 14. Migration : Inaccessible équation ?
- 17. Emploi : Renverser l'échelle des valeurs

# DES VIES BOULEVERSEES



# UN RÉVÉLATEUR DES PLAIES DE LA SOCIÉTÉ



Pixabay-Maximamarelli

La crise sanitaire a bouleversé notre quotidien ; au travail, chez soi, au magasin, dans la rue... Elle a agi comme un « révélateur », ce produit que les anciens amateurs de photos utilisaient pour développer leurs clichés pour faire apparaître les formes, les couleurs, les contrastes. Nous n'allons pas jusqu'à dire que la photo de la société d'avant-crise était fade et incolore. Depuis de nombreuses années en effet, les inégalités de revenus se creusent, l'accès aux besoins de base (logement, alimentation) devient de plus en plus difficile, les soins de santé de plus en plus coûteux, le travail de plus en plus précaire, le vivre-ensemble de moins en moins solidaire. Cette évolution était cependant insidieuse et discrète (du moins dans nos pays occidentaux), malgré les piqûres de rappel de la gauche, et elle finissait par sembler inexorable. Le Covid a donc agi comme un révélateur des plaies laissées par la course à l'argent et au pouvoir des plus riches, et de la faiblesse des Etats pour protéger les populations face à leur voracité.

Il a aussi réveillé un « pouvoir d'agir » des citoyens et des associations, mais aussi des pouvoirs publics. Des mesures très rapides et inédites ont été prises sur les plans sanitaire, social et économique pour contenir tant bien que mal un bain de sang social encore plus grave. L'Europe a desserré les boulons de la rigueur budgétaire pour permettre aux Etats de s'endetter afin de financer ces politiques d'urgence.

Dans ce numéro-ci, nous avons choisi de mettre le focus sur quelques faits marquants qui se sont dégagés de cette crise sanitaire : le creusement des inégalités sociales et le basculement soudain dans la pauvreté pour certains, le changement assez radical de notre consommation alimentaire, les difficultés relationnelles provoquées par le confinement, le sort réservé aux migrants en transit et aux sans-papiers, la nécessité de revaloriser les métiers d'utilité sociale.

Si la crise sanitaire a été révélatrice des vulnérabilités individuelles et collectives, elle permet aussi de mettre au grand jour que les solutions que nous préconisons depuis des années pour renverser les logiques capitalistes sont fondées, et que nous avons également plus que jamais un pouvoir d'agir. « *Le choc du Covid-19 doit nous donner la force pour répondre collectivement, par en bas, aux pouvoirs économiques et politiques qui ne nous offrent comme perspective que la peste de la crise sociale ou le choléra des pandémies et des crises écologiques. Le mouvement ouvrier aura un rôle important à jouer pour éviter le naufrage. Il ne pourra gagner qu'en s'alliant à d'autres mouvements sociaux* »<sup>1</sup>. La société d'après-Covid sera l'objet de notre prochain dossier de Contrastes.

**Monique Van Dieren**

## Equipe de rédaction :

Claudia Benedetto, Paul Blanjean,  
Laurence Delperdange, Guillaume Lohest,  
Monique Van Dieren

**Rédactrice en chef :** Monique Van Dieren

**Mise en page :** Hassan Govahian

## Editeur responsable :

Paul Blanjean, 8, rue du Lombard  
5000 - Namur - Tél : 081/73.40.86  
secretariat@equipespopulaires.be  
Prix au n° : 4 €

Pour s'abonner (Contrastes + Fourmière) :  
Versez 20 € au compte BE46 7865 7139 3436  
des Equipes populaires, avec la mention :  
"Abonnement à Contrastes" + votre nom

1. Gilles Maufroy dans *Les Confins*,  
hors-série de la revue *Le Chou de Bruxelles* éditée par le MOC de Bruxelles

# UNE CRISE COMME MIROIR DES INÉGALITÉS



Pixabay-Silviu Costin Iancu

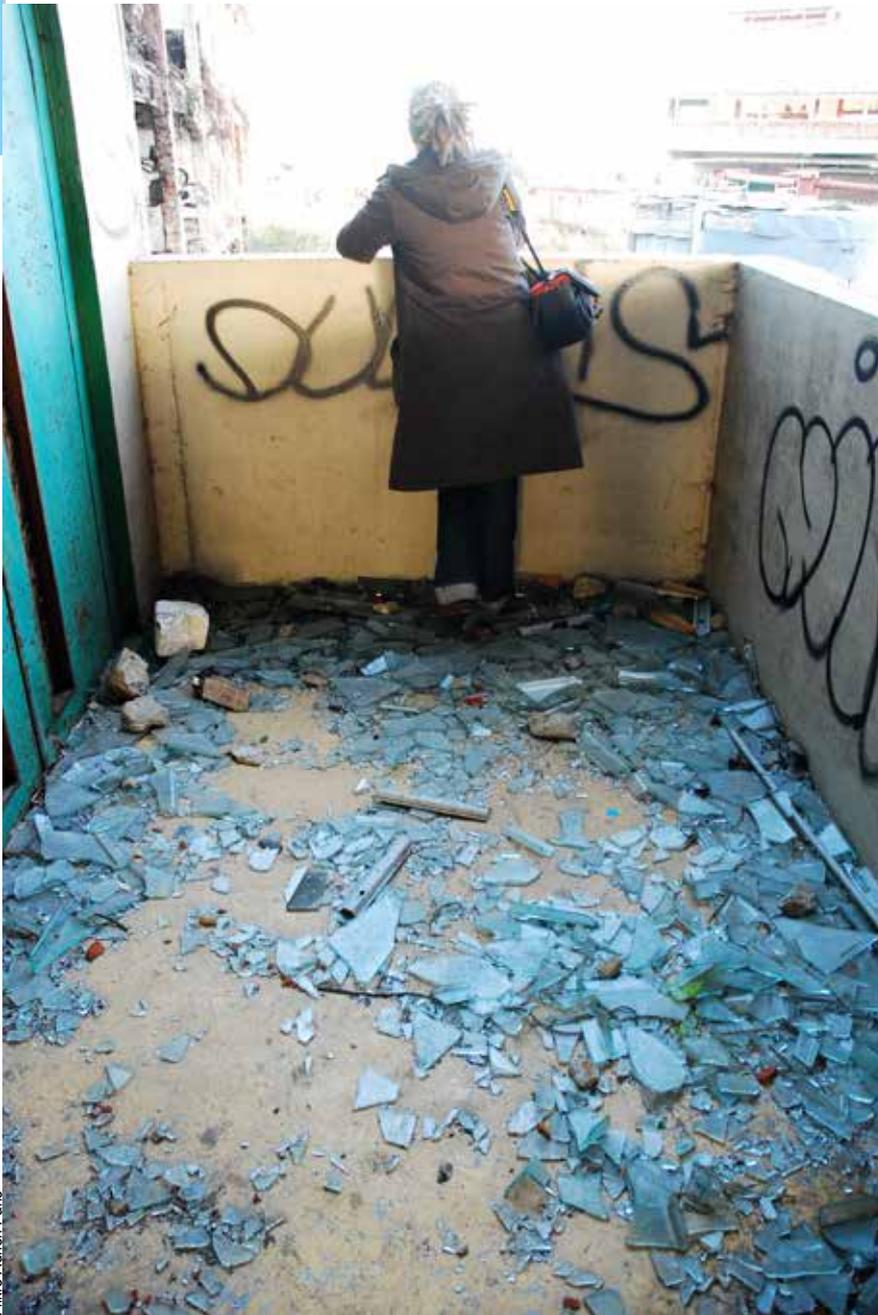
*La crise du COVID est certainement sans précédent. Bien sûr, ce n'est pas la première maladie qui se répand sur la planète. Elle pose des questions qui débordent largement les aspects sanitaires pour interroger les dysfonctionnements de notre société.*

L'adage qui prétend que nous sommes tous égaux face à la maladie est loin de la réalité. Les nombreuses inégalités ont été démontrées durant cette période. Sur le plan international, les différences importantes des systèmes de santé ont montré comment des populations plus vulnérables n'ont pas eu un accès aux soins. Nous n'aborderons pas les dimensions internationales. Pour connaître la situation dans les pays « du sud », nous vous renvoyons à d'autres publications dont le dossier réalisé par la CSC.<sup>1</sup> Chez nous, malgré un système de santé censé couvrir toute la population, les fragilités étaient bien présentes. Les hôpitaux ont été débordés par l'afflux de personnes atteintes du coronavirus.

Les conditions de vie quotidienne durant le confinement ont été sensiblement différentes

en fonction des réalités familiales et sociales. Etre confiné dans une villa 4 façades avec un grand jardin ou dans un appartement au 4<sup>e</sup> étage d'un immeuble au cœur de la ville représente des réalités bien différentes. Etre connecté à Internet, avoir des contacts virtuels avec sa famille, pouvoir « travailler à distance » et parler à ses collègues grâce aux téléconférences, c'est bien différent que de devoir prêter dans un secteur considéré comme essentiel ou ne pas pouvoir exercer son travail et se trouver, en même temps, privé de contacts sociaux et familiaux.

La fermeture de tous les lieux culturels, sportifs ou de loisirs a aussi contribué à aggraver les distances sociales. Dans les familles où, quelle que soit la situation socio-économique, le quotidien est aussi fait de violences à l'encontre des ►



Flikre-Adrien Paris

- femmes et des enfants, le confinement a aggravé ces réalités déjà insoutenables avant la crise.

### L'avant... et l'après

Nous reviendrons, dans le prochain numéro, sur les choix politiques et les modèles de société qui peuvent ou non émerger d'une telle crise. Cependant, il est déjà utile d'évoquer cette question au regard des mesures qui ont été prises ou non durant ces mois de confinement. Elles ne sont pas neutres et traduisent les rapports de force sociaux ainsi que les priorités qui sont déterminées par les gouvernements.

La crise du coronavirus a eu et aura bien entendu des incidences majeures sur l'économie et des répercussions importantes pour les travailleurs. Plus d'un million de travailleurs ont été contraints au chômage partiel alors que d'autres, en fonction du caractère considéré comme essentiel de leur travail, ont eu à pres-

ter sur le terrain. D'autres encore ont pu ou dû organiser leur journée en télétravail. Une analyse de genre du lien confinement/travail nous semble intéressante. Les pertes de revenus dues au chômage économique, pour une série de femmes en situation de monoparentalité ont provoqué de réelles difficultés financières. Sur le terrain, on a retrouvé beaucoup de femmes occupées dans des secteurs dits essentiels avec, paradoxalement des bas revenus. Celles qui ont pu télétravailler ont souvent aussi dû assurer « en parallèle » la garde des enfants étant donné la fermeture des écoles.

Mais les catégories les plus exposées furent probablement toutes celles que l'on retrouve sous la rubrique des « sans »...

C'est ainsi que, évoquant les « confinés de la rue », Marie Renard<sup>2</sup> décrit l'aggravation de la situation de ces populations durant le confinement. Le nombre de personnes vivant dans la rue augmente sans cesse. A Bruxelles, en 10 ans, il a plus que doublé, passant de 1729 à 4187.<sup>3</sup> Durant la même période, la précarisation a progressé globalement de façon importante dans la même région avec une progression de 73.4% du nombre de citoyens bénéficiaires du Revenu d'Intégration Sociale. Aux SDF s'ajoutent de nombreuses personnes fragilisées qui doivent se contenter d'un logement précaire.

Le *Centre Avec* ajoute que nombre de ces personnes connaissent aussi des problèmes de santé, de dépression ou d'assuétude. Si le confinement a été dur pour les personnes disposant d'un logement et d'un emploi, il fut encore bien plus sévère pour les plus précarisés.e.s bénéficiant de moins de protection de « gestes barrières ». Comment se laver les mains régulièrement en rue, d'autant que les cafés ou autres établissements où cela est possible d'ordinaire étaient fermés. De plus, il était devenu difficile, voire impossible de travailler au noir, faire la manche ou pratiquer toute autre forme de débrouille.

Déjà invisibles socialement en période ordinaire, les sans-papiers ont été encore plus en situation d'extrême précarité. Nous n'avons pas, en Belgique, suivi l'exemple du Portugal qui, pour protéger à la fois sa population et les sans-papiers a décidé, dès la fin du mois de mars, d'accorder une régularisation provisoire aux « clandestins » vivant sur son territoire.<sup>4</sup> Le Portugal est « gouverné » à gauche avec un gouvernement socialiste, soutenu « de l'extérieur » par des formations de gauche radicale.<sup>5</sup>

## Renforcer la précarité ou renforcer la solidarité

Nous l'avons vu, la pandémie et le confinement sanitaire qui l'accompagne révèlent des réalités très différentes en fonction de la situation sociale et financière des personnes et des familles.

La période de confinement a mis en exergue des différences sociales majeures et le déconfinement présente les mêmes risques. Le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté, soutenu par de nombreuses organisations a réclamé une stratégie de déconfinement s'appuyant sur deux aspects majeurs. Le premier est une aide financière directe et urgente du fédéral en faveur des ménages appauvris avec un principe de confiance. Le deuxième est la planification d'un déconfinement organisé avec les acteurs concernés qui représentent le terrain, en assurant une synchronisation des entités fédérées. Pas moins de 300 acteurs (dont les EP) soutiennent cette stratégie<sup>6</sup>.

Pour Philippe Lamberts, coprésident des Verts au Parlement européen et Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté<sup>7</sup>, les Etats adoptent un comportement différent quand il s'agit d'aider une entreprise ou les personnes les plus pauvres. Ils affirment : « Dans une société néolibérale, il apparaît normal de conditionner fortement les aides sociales et faiblement les aides économiques. De surveiller et punir les personnes physiques et de déresponsabiliser les personnes morales ». Le CADTM et ACIDe<sup>8</sup> expriment quant à eux des craintes d'un « remake » de 2008. La situation dramatique que nous vivons est la conséquence directe des politiques d'austérité qui ont affaibli notre système de santé, nos services publics et notre sécurité sociale alors que les banques ont reçu des aides publiques massives. Le risque de coups de ciseaux dans les dépenses sociales est encore bien présent.

Cette crise est arrivée rapidement sans réelle possibilité d'anticipation. Mais on sait aussi qu'un retour de la pandémie est possible. Il faut en conséquence que les responsables politiques « découvrent un vaccin social », c'est-à-dire qu'ils imaginent déjà, de façon anticipative, des mesures efficaces et justes en faveur des publics les plus fragiles. Tout le monde n'a pas traversé la tempête dans les mêmes conditions et les risques pour demain sont plus importants pour les publics précaires. Durant cette crise, on a vu de nombreuses ini-

## DES MESURES FÉDÉRALES ET RÉGIONALES

Les gouvernements de Wallonie et de Bruxelles ont décidé de quelques mesures permettant d'amortir le choc des personnes précarisées, comme le prêt à taux zéro décidé par le gouvernement wallon pour faire face aux difficultés de paiement d'un loyer. Les services et réseaux de lutte contre la pauvreté des différentes Régions ont aussi interpellé les pouvoirs publics afin que personne ne soit oublié. Parmi leurs propositions on retrouvait une interpellation des universités et hautes écoles afin qu'elles soient attentives aux étudiant.e.s issu.e.s de groupes « vulnérables ». Ces derniers ont, de par les réalités de leur logement familial et leur équipement informatique, plus de difficultés à étudier chez eux. L'appel recommandait quelques mesures et l'implication des services sociaux pour apporter des soutiens supplémentaires. Il demandait aussi au monde politique et social de s'interroger sur l'impact des mesures COVID-19 pour les personnes en situation de pauvreté ou précarité. Concrètement cela signifie que chaque mesure proposée doit être confrontée à la question de savoir si elle va améliorer la vie de ces personnes ou au contraire la dégrader. Parmi les propositions figurait aussi la poursuite et l'accroissement des aides d'urgence, l'engagement à ne procéder à aucune coupure d'eau ou d'énergie ou encore le maintien inconditionnel à un droit au revenu ainsi qu'une communication claire des mesures.

tatives d'appels collectifs... Ils ne doivent pas rester de simples papiers. Il faut maintenant réfléchir à leur mise en œuvre. Mais s'il est important et intéressant que de nombreuses voix de la société civile s'unissent, il ne s'agit pas de « faire pour les gens » mais de faire avec. Les personnes en situation de pauvreté et précarité ont été trop peu associées aux différentes interpellations. Il s'agit de remédier à cette carence et de partir de leurs réalités et leurs expressions pour construire les luttes collectives qui pourront aboutir à des solutions trempées dans les valeurs de justice sociale et d'égalité.

**Paul Blanjean**

1. Voir : « La solidarité internationale au temps du coronavirus » in Syndicaliste n°926, 10 juin 2020
2. Voir Marie Renard : « Les confinés de la rue » in Les Newsletters du Centre Avec, 14 mai 2020
3. Le relevé est réalisé tous les 2 ans, les derniers chiffres datent de 2018.
4. Voir François Musseau : « Le Portugal régularise temporairement les sans-papiers » in Libération, 30/03/2020. Voir aussi l'article de ce Contrastes en pages 14 à 16.
5. Voir à ce sujet Paul Blanjean : « Il faut arroser les œilletons » in Contrastes « Nouvelle gauche en Europe. Casser l'engrenage de l'austérité », Juillet-août 2016.
6. <http://rwlp.be/index.php/action-politique/reactions-a/987-communique-de-presse-les-acteurs-du-social-et-du-socioculturel-parlent-d-une-voix-et-demandent-une-strategie-de-deconfinement-qui-prenne-au-serieux-toutes-les-populations>
7. Voir Ph. Lamberts et O. De Schutter : « Responsabiliser le pauvre, pas l'entreprise : plongée dans la morale néolibérale », La Libre.be, 05/06/2020
8. CADTM : Comité pour l'Abolition des Dettes illégitimes - ACIDe : Audit Citoyen de la Dette en Belgique

# L'ALIMENTATION AVANT, PENDANT ET APRÈS LE COVID



Wikimedia.org

*Nous savons depuis longtemps que nos systèmes alimentaires modernes sont vulnérables, générateurs d'inégalités et insoutenables à moyen terme. La période de confinement a renforcé ces évidences en nous confrontant à ce que nous ne voyons pas d'habitude. La sortie de crise est une opportunité en or pour changer de trajectoire.*

La pandémie de Covid-19 est une catastrophe au sens courant du terme, mais aussi au sens étymologique de “renversement”, de “bouleversement”. Elle aura agi comme un coup de projecteur stupéfiant sur le fonctionnement de la société. Elle aura mis en lumière tout ce dont nous dépendons et tous ceux dont nous dépendons : notamment des choses très concrètes, des travailleuses et des travailleurs qu'on ne voyait pas. Dans le domaine de l'alimentation, cette crise nous a appris beaucoup. De semaine en semaine, l'actualité nous a révélé des aspects souvent peu pris en considération par les consommateurs que nous sommes, habitués à cueillir la nourriture à même les rayons des supermarchés sans autre outil que de l'argent. Souvenons-nous de la succession des images et des témoignages et tirons-en quelques réflexions...

## Épisode 1 : Les paquets de pâtes

Souvenez-vous, dès la fin mars, tout a commencé dans les grands magasins avec ces assauts sur les rouleaux de papier toilette et les paquets de pâtes. Pendant quelques jours, on ne parlait plus que de ça ! Sur les réseaux sociaux, chacun y allait de sa petite photo de rayon de supermarché, de son petit commentaire sur la nature humaine égoïste. Cet épisode de ruée vers des denrées alimentaires révèle qu'en matière de nourriture, nous sommes devenus presque tous et presque exclusivement des consommateurs.

Notre rapport à l'alimentation repose sur l'achat, la quantité, l'abondance. On peut juger certains comportements égoïstes. Mais à côté de cela, des questions plus profondes peuvent se poser : tout égoïstes qu'ils furent, ces comportements n'ont-ils pas été en quelque sorte “rationnels” ? Ne sont-ils pas révélateurs d'une angoisse, d'une conscience (égoïste mais réelle) de notre dépendance aux chaînes d'approvisionnement ? Pour cette fois en tout cas, cet instinct de survie et de stockage s'est finalement révélé injustifié. Les JT ont montré la quantité de produits de réserve dans les dépôts et les choses sont doucement rentrées dans l'ordre. Il n'empêche que nous n'imaginons sans doute pas vivre des scènes pareilles il y a quelques mois. L'alimentation est un besoin élémentaire, primaire, un droit fondamental et universel : quelle soit si fortement dépendante de marchés industriels mondialisés a quelque chose d'effrayant. Cela nous apparaît un peu plus fort depuis cette pandémie.

## Épisode 2 : Les petits commerces

Les caméras se sont ensuite tournées vers des changements palpables dans les habitudes de consommation. Les Belges, apparemment, donèrent leur confiance aux commerces alimentaires locaux, de proximité. Les coopératives, les petites épiceries bio, les magasins de village ont connu un boom de leur fréquentation. “Notre chiffre d'affaires a augmenté, selon les magasins,

de 20 à 50% depuis le début de la crise du coronavirus. Notre clientèle est de plus en plus fidèle, achète de plus en plus, et nous commençons à attirer des clients qui se détournent de la grande distribution”<sup>1</sup> expliquait par exemple Géraud Strens, directeur d’*Ekivrac*, une chaîne d’épiceries de vrac, au début du mois d’avril. Tous les témoignages allaient dans ce sens et, quand le déconfinement s’est amorcé, ces petits commerces ont fait passer le message : “nous étions là pendant le confinement, ne nous oubliez pas !”.

Nous sommes peut-être des consommateurs, mais il existe, entre les enseignes, entre les produits, entre les portefeuilles, des grandes différences et de profondes inégalités. Il faut donc se poser des questions sans aucun tabou. Qui a pu modifier ses habitudes de consommation ? Pourquoi ? Est-ce un changement durable ? Le stéréotype “plus c’est sain, plus c’est cher”, variante du “bio pour les bobos”, se vérifie-t-il vraiment partout ou bien a-t-il une part de cliché ? Comment modifier structurellement le marché au service d’un droit universel à une alimentation saine ?

### Épisode 3 : Tous aux champs !

Le 24 mars, le ministre français de l’agriculture Didier Guillaume disait ceci sur BFM TV. “Je veux lancer un grand appel à l’armée des ombres. Un grand appel aux femmes et aux hommes qui aujourd’hui ne travaillent pas, un grand appel à celles et ceux qui sont confinés chez eux, dans leurs appartements, dans leurs maisons. À celles et ceux qui sont serveurs dans un restaurant, hôtesse d’accueil dans un hôtel, aux coiffeurs de mon quartier... à celles et ceux qui n’ont plus d’activité. Et je leur dis : rejoignez la grande armée de l’agriculture française, rejoignez celles et ceux qui vont nous permettre de nous nourrir, de façon propre.”

Cet appel a quelque chose de surréaliste, d’exagérément lyrique ! Pourtant, en moins de deux semaines, plus de 200.000 personnes se sont portées volontaires sur la plateforme *Wizifarm* dans le cadre de la campagne “Des bras pour ton assiette”. Cela montre qu’il existe une capacité de mobilisation qui comporte une dimension solidaire, une conscience de l’intérêt général. Cela pose aussi la question cruciale de l’emploi dans l’agriculture, de la dépendance à des travailleurs saisonniers étrangers, du dumping social et fiscal. Cette agriculture est-elle soutenable à moyen terme, tant pour les agriculteurs que pour les consommateurs ?

Rien n’est moins sûr. On sait que les systèmes alimentaires actuels dépendent énormément

des énergies fossiles (qui viendront à manquer sous peu) et sont très vulnérables aux crises et au changement climatique. Dans un premier livre assez visionnaire<sup>2</sup>, Pablo Servigne lançait une série de pistes pour modifier en profondeur les systèmes alimentaires. Il y évoquait notamment la possibilité - encore théorique à ce stade - d’une transition vers une agriculture post-pétrole, impliquant dix fois plus de travail humain que notre agriculture actuelle ! “À Cuba, après une transition énergétique inachevée - qui a quand même maintenu une partie des importations de pétrole et d’intrants industriels -, on a estimé les besoins en main-d’œuvre agricole à 15 à 25% de la population active. Une simple extrapolation indique que, pour l’Europe des 28 qui compte environ 2% d’agriculteurs dans sa population - soit 4,7% de sa population active -, il faudrait donc former en moins d’une génération cent dix-sept millions d’agriculteurs, soit deux fois la population française !”

### Épisode 4 : Droit à l’alimentation et sécurité alimentaire

À l’autre bout de la chaîne, beaucoup de consommateurs disposent de revenus insuffisants pour pouvoir se nourrir correctement. On le sait, le coronavirus a aussi été un révélateur et un accélérateur des inégalités. Des milliers de personnes dont la situation financière était très serrée ont connu une baisse soudaine de revenus, ce qui les a fait immédiatement basculer dans la précarité. La période de confinement a aussi fait augmenter la demande de colis alimentaires. “Une véritable toile d’araignée de la solidarité alimentaire rassemble des réseaux structurés avec les CPAS, la Croix-Rouge ou Saint-Vincent-de-Paul, mais aussi une multitude d’initiatives locales et asso- ▶

### DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES FRAGILES ET VULNÉRABLES !

Dans *Nourrir l’Europe en temps de crise* (2014), Pablo Servigne dressait un constat sans concession de nos systèmes alimentaires industriels. Il y détaillait, dans un premier chapitre introductif, leurs principales caractéristiques, qui les rendent toxiques et vulnérables :

Ils contribuent au réchauffement climatique ; ils détruisent les écosystèmes ; ils condamnent les agriculteurs ; ils mettent en danger la santé des populations ; ils génèrent un immense gaspillage ; ils sont vulnérables à l’instabilité du climat, à la fin de l’énergie bon marché, à la rareté des minerais, au manque d’eau, aux crises économiques et, enfin, vulnérables à cause de leur structure même.

(Pablo Servigne, *Nourrir l’Europe en temps de crise*, Babel, 2017, pp. 27-62.)

► *ciatives*<sup>3</sup>. Au sein même de notre mouvement, dans plusieurs régionales, militant.e.s et permanent.e.s des Équipes populaires se sont mobilisé.e.s pour confectionner et distribuer des colis alimentaires. L'accès à une alimentation de qualité, qui est un droit fondamental, pourrait reculer en conséquence de cette crise sanitaire mondiale. *“En Belgique, l'aide alimentaire bénéficiait à 450.000 personnes avant le confinement. La période que nous vivons devrait conduire 100.000 personnes supplémentaires vers les épiceries sociales ou les Restos du cœur”*, s'inquiète la responsable de la Fédération des services sociaux, Céline Nieuwenhuys.

Dans d'autres pays, la question de la sécurité alimentaire se pose plus massivement, pour des populations entières très fragiles face à la volatilité des prix et très dépendantes des revenus de leur activité paysanne. Dans un communiqué datant du 18 mai, l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) indiquait avoir besoin de 350 millions de dollars pour lutter contre la faim dans certaines régions : *“Bien que l'ampleur de la pandémie et son impact sur la sécurité alimentaire sur le long terme ne soit pas encore connue, les faits indiquent que dans les pays déjà touchés par une situation de faim aiguë, les populations ont de plus en plus de mal à accéder à la nourriture face à la baisse de leurs revenus et à la hausse des prix des produits alimentaires”*<sup>5</sup>.

### Générique de fin : On change ou on repart comme en quarante ?

À présent que le coronavirus semble ralentir et que les activités reprennent, quelles suites réservons-nous à ces quelques constats crûment remis en lumière par la crise ? Il y a quelque chose d'effrayant à observer le soulagement d'un “retour à la normale” quand on sait à quel point les systèmes alimentaires sont fragiles, inégalitaires, encore terriblement dépendants de pesticides et d'engrais de synthèse, qu'ils rémunèrent mal les agriculteurs et beaucoup trop le secteur de la grande distribution... Comment faire bifurquer les systèmes alimentaires vers une production plus locale, plus juste, respectueuse de l'environnement ? Cette transition était déjà en marche bien avant le Covid-19 : coopératives agricoles et de consommateurs, magasins de vrac, épiceries bio, ventes à la ferme, ceintures alimentaires autour des villes... La croissance de ces initiatives a été lente durant des décennies avant de prendre son envol depuis une dizaine d'années. Comment amplifier et approfondir ce mouvement, souvent encore cantonné à des niches de consommateurs sensibilisés et plus

aisés, pour en faire un véritable point de bascule, une transformation de société ?

L'alimentation, comme le logement, l'eau et l'énergie, est un besoin et un droit à ce point fondamental qu'il est inconcevable de continuer à compter sur les marchés et les opportunités économiques pour assurer une transition juste. Ces secteurs ne devraient-ils pas faire l'objet d'une nouvelle vision politique dans une logique de communs ? Un collectif de signataires allait en ce sens dans une tribune récente en France. *“Il n'y aura pas de réforme agricole sans une véritable politique alimentaire. Le spectre de la faim, le sort de ceux d'entre nous dont les budgets alimentaires sont contraints ont trop longtemps servi de justification à la surproduction. L'industrialisation de l'alimentation, la revendication du moins-disant social et écologique nous promettaient une alimentation accessible à tous et toutes ; et nous faisons face à l'augmentation de l'insatisfaction et des maladies alimentaires ! Les politiques publiques ne doivent plus se construire sur la croyance aux vertus du libre marché”*<sup>6</sup>. Facile à dire, évidemment. Mais en ces temps de crise, les signataires de cette tribune ont osé formuler une utopie, directement transposée de l'immédiat après-guerre. *“Nous, paysan.ne.s, agronomes, citoyen.ne.s, précaires, chercheur.euse.s, entrepreneur.euse.s, commerçant.e.s, appelons à la création d'une sécurité sociale de l'alimentation. Nous proposons de sanctuariser un budget pour l'alimentation de 150 euros par mois et par personne et de l'intégrer dans le régime général de sécurité sociale. Tout comme pour la sécurité sociale à son origine, ce budget devra être établi par des cotisations garantes du fonctionnement démocratique de caisses locales de conventionnement. Chacune de ces caisses, gérées par les cotisants, aurait pour mission d'établir et de faire respecter les règles de production, de transformation et de mise sur le marché de la nourriture choisie par les cotisants”*<sup>7</sup>.

**Guillaume Lohest**

1. Luc Van Driessche, “Le coronavirus favorise le commerce de proximité” dans *L'Écho*, 7 avril 2020.
2. Pablo Servigne, *Nourrir l'Europe en temps de crise*, Babel, 2017.
3. Eric Deffet, “Les épiceries sociales se mobilisent pour les victimes de la crise”, *Le Soir*, 3 juin 2020.
4. Idem.
5. “La FAO a besoin de 350 millions de dollars afin d'éviter une hausse de la faim alors que plusieurs pays doivent maintenant faire face aux impacts du COVID-19”, Communiqué, [www.fao.org](http://www.fao.org), 18 mai 2020.
6. “Créons une sécurité sociale de l'alimentation pour enrayer la faim”, tribune collective publiée sur *Reporterre*, 18 mai 2020.
7. Idem.

# PLEIN LES YEUX, LES OREILLES, LES DOIGTS... JUSQU'À L'ÂME

*La part dédiée à la culture - et à l'art - dans notre société est-elle congrue ? La manière dont le secteur culturel a été oublié dans les interventions publiques durant la gestion de la crise sanitaire a de quoi interpeller... Si le sport, le monde des entreprises ont obtenu des réponses à leurs inquiétudes, d'autres semblaient avoir disparu du scan des pouvoirs spéciaux.*



Rien n'est inscrit dans le marbre, une œuvre de Philippe Deman. A découvrir sur [www.optinoir.net](http://www.optinoir.net)

A propos de l'artiste : « Philippe Deman ne crée qu'en réaction. D'une esthétique maîtrisée, ses compositions équilibrent avec harmonie les conflits qu'elles mettent en scène. Le résultat est une œuvre d'une grande sincérité et d'une grande cohérence, à la plastique particulière. » Laurence Baud'huin, Mai 2016

Il a fallu que 450 travailleurs du secteur, certains connus parce que visibles à l'écran et dans les médias, lancent le 19 mai dernier, dans une courte vidéo leur « *Allo Sophie, il est temps de nous écouter... et d'agir* » pour que les choses bougent... Plusieurs pétitions, cartes blanches, étaient jusqu'alors restées lettre morte... C'est la plateforme *No culture-No future* (\*) qui est à l'origine de cette campagne de rappel.

Le secteur culturel en Belgique est représenté par onze fédérations professionnelles autour des métiers de l'audiovisuel, du théâtre, de la musique, des arts plastiques. Les « éveilleurs » d'art et de culture que sont les ateliers, les académies, les créations artistiques sous toutes leurs formes, les saisons culturelles, les festivals sèment un supplément d'âmes de villages en villes, du soir au matin, qu'il pleuve, qu'il vente, qu'il neige ou que la canicule s'insinue au détour de l'été ; les invitations à penser, à s'interroger, à sémouvoir hors des sentiers battus, des idées « toutes faites », des lieux communs sont, chez nous, d'une richesse époustouflante.

Ce secteur représente 5% du PIB. C'est bien peu. Parmi les revendications de la plateforme *No culture-No future*, la création d'un fonds d'urgence fédéral dédié aux artistes et à tous les travailleurs du secteur pour l'année 2020 et jusqu'à la reprise effective de leurs activités. Ce secteur représente environ 200.000 emplois parmi lesquels des technicien.ne.s, costumiers, costumières, éclairagistes, avec ou sans statut d'artistes, chômage temporaire, droit passerelle... *No Culture-No Future* demande un accord ferme et définitif sur une année blanche au-delà de la période de crise afin de pouvoir justifier des droits pour l'obtention ou le renouvellement du « statut d'artiste ». Le statut d'artiste n'est accordé qu'à certains acteurs, comédiens, intermittents du spectacle selon des critères très stricts. Or, sans ce statut, pas d'accès à des allocations de chômage en temps de crise et donc, durant le confinement.

La longue absence sur le devant de la scène des créations et partages de culture a plongé dans la précarité les travailleuses et travailleurs du secteur. Si une société et les politiques représentant les citoyens croient, comme nous, en la nécessité d'un immatériel porteur d'aspirations nouvelles, de points de vue novateurs sur ce qui est, d'un questionnement des normes, alors il est urgent de considérer ce secteur. Au moment où beaucoup en appellent au changement, la culture a un immense rôle à jouer.

**Laurence Delperdange**

(\*) [www.noculturenofuture.be](http://www.noculturenofuture.be)

# ET SOUDAIN, NOUS NOUS SOMMES DÉCOUVERTS TOUS VULNÉRABLES

*Les impacts de la crise sanitaire qui s'éloigne peu à peu au rythme du déconfinement engagé, seront plus ou moins traumatisants selon ce qui faisait nos conditions de vie avant cet arrêt brutal. Laura Rizzerio est philosophe (\*). Nous lui avons demandé comment re-vivre ensemble... le « chacun chez soi » pouvant laisser des traces sur notre quotidien déconfiné.*

**Contrastes :** *Les inégalités sociales apparaissent encore plus criantes aujourd'hui, aggravées par la pandémie. Vous avez beaucoup travaillé sur le concept de vulnérabilité. Quels liens feriez-vous entre celle-ci et la justice sociale ?*

**Laura Rizzerio :** La situation que nous vivons actuellement est une situation inédite qui nous met face à l'évidence que nous sommes tous vulnérables. Cela ne touche pas que certaines personnes qui seraient soit malades, soit confrontées à des difficultés d'ordre social ou socio-économique. Nous sommes tentés - c'est peut-être une façon de nous protéger - de penser que la vulnérabilité ne touche que les autres. Et qu'il faut l'aborder comme un problème à résoudre pour les autres. Or, la tentation de notre société contemporaine est de vouloir faire disparaître la vulnérabilité parce qu'elle dérange, qu'elle nous met face à notre propre impuissance. Or, dans cette crise, nous nous rendons compte que la vulnérabilité nous affecte tous, que nous sommes tous vulnérables ; qu'un petit virus, un petit morceau d'ADN, peut mettre sur les genoux la planète entière et les puissances économiques. Cela veut dire que nous n'avons pas la capacité, par nous-mêmes, de vaincre cette vulnérabilité. Nous nous sommes rendu compte de notre impuissance.

Reconnaître notre vulnérabilité nous positionne autrement. Elle est une réalité mais cela ne veut pas dire qu'il faut se résigner. Au contraire : la découverte que nous sommes vulnérables nous fait comprendre que nous sommes tous liés ; cela nous mène, bras ouverts, à prendre soin de ces liens.

■ *Comment cette prise de conscience de notre vulnérabilité partagée peut-elle éviter un certain repli sur soi ou au contraire, nous relier ?*

□ Il faut effectivement se demander comment cette crise peut nous aider à faire surgir en nous des ressources de résilience qui nous permettent de reconstruire le tissu social. Je pense que nous devons tous essayer de trouver une position qui tienne compte de ce qui émerge en premier lieu dans cette crise, l'élément de résilience premier : cette redécouverte que nous sommes tous liés. Et cela est apparu dans la manière dont nous avons accepté la privation de nos libertés fondamentales. Nous l'avons acceptée, non pas parce qu'on nous l'aurait imposée par la force mais parce que nous avons pu reconnaître qu'il est un bien que nous partageons tous : la santé. Nous avons la responsabilité d'être attentifs à ce bien. Nous avons accepté d'être confinés pour le bien de tous, pas seulement pour notre bien personnel. Nous avons tenu compte de toutes les personnes exposées au danger : celles qui travaillaient dans le secteur de la santé mais aussi dans les services : la poste, le ramassage des immondices, les services de livraisons à domicile, les services sociaux... Toutes ces professions font partie de ce qu'on appelle le « care ». Or, elles sont très peu valorisées d'un point de vue salarial et en matière de reconnaissance du public. Elles étaient considérées à la marge et aujourd'hui, on se rend compte qu'elles sont essentielles pour notre survie. Des signes prouvent que ces liens nous tiennent à cœur. Il faudrait éduquer, amplifier cette conscience, faire en sorte que cela s'approfondisse.

\*Laura Rizzerio est professeure de philosophie à l'Université de Namur.



■ *La manière dont a été traitée la gestion des écoles, lieu essentiel de socialisation, est-elle symptomatique de la manière dont on considère l'éducation dans notre société ?*

□ Oui, cela montre qu'il existe encore des réticences à prendre au sérieux l'importance du lien social bien présent au sein des établissements scolaires. Le gouvernement a considéré que l'école devait fermer pour des questions sanitaires mais l'école, lieu de socialisation, devrait faire l'objet d'un traitement particulier. Il est essentiel de revaloriser les métiers de l'enseignement. Etre enseignant dans le primaire ou le secondaire n'est pas vraiment reconnu comme un métier essentiel.

■ *On pourrait donc sortir de cette crise en assistant à un renversement de valeurs ? La compétitivité, la rentabilité, la productivité ne seraient plus les leitmotivs de notre société... ?*

□ Je pense que ce qui devrait changer en premier lieu est une certaine conception de l'individu comme individu isolé, dont la réussite serait identifiée par la capacité à se donner un projet de vie et à le réaliser de façon autonome, indépendante, en ne comptant que sur ses ressources et par le mérite. La crise actuelle nous permet de réinterroger la conception que nous avons de l'autonomie. Celle-ci ne peut plus être identifiée comme une simple indépendance, car

nous avons tous constaté qu'une pandémie peut soudainement nous frapper tous de la même manière.

La crise d'aujourd'hui nous permet de comprendre que nous pourrions être davantage autonomes si nous reconnaissons que nous avons besoin les uns des autres et que l'autonomie correspond à la capacité à être soi-même au milieu des autres et dans un tissu social de lien. En effet, après cette crise, nous ne serons plus jamais les mêmes.

Nos relations, sans changer dans le fond, pourraient devenir plus riches en « sollicitude ». Ce qui veut dire habitées par la conviction que nous sommes tous responsables les uns des autres et que notre liberté individuelle et notre autonomie doivent être comprises comme une capacité à s'inscrire dans une relation d'échanges réciproques, même dans le cadre de relations qui sont (et doivent rester) asymétriques (comme la relation entre médecin et patient ; enseignant et élève ; patron et employé, etc.).

■ *Quels pourraient être les dynamiques à créer pour insuffler ces repositionnements dans nos sociétés ?*

□ Le travail de l'action politique est indispensable. Les responsables de l'action politique doivent faire leur part. Mais, il faut comprendre que nous devons tous contribuer à un changement. Il n'y a pas d'un côté les

“  
La crise actuelle nous permet de réinterroger la conception que nous avons de l'autonomie.”  
”

► responsables et de l'autre ceux qui subissent. L'action citoyenne est aussi fondamentale. Si nous opérons des changements entre nous, que nous mettons en avant certains besoins, cela va obliger les instances dirigeantes à modifier leur façon de se comporter. La crise nous a permis de rentrer dans d'autres logiques. On a pu tester le télétravail, le non-déplacement (surtout en voiture !), d'autres manières de consommer, l'impossibilité de faire du shopping, cela en bien ou en mal ; nous avons réalisé que nous pouvons fonctionner autrement. Et nous avons constaté des impacts positifs au niveau énergétique et environnemental. Nous pouvons faire en sorte que cela amène un changement fondamental en continuant sur cette lancée.

■ *Face à ces changements de comportement, nous n'avons pas tous été égaux. S'il est facile pour certains de télétravailler, de ne pas trop subir le confinement en profitant d'un espace privatif extérieur, d'avoir recours aux producteurs locaux, pour d'autres, les conditions de vie, de revenus ont été très difficiles. Comment en tenir compte pour l'avenir ?*

□ Effectivement, les inégalités sociales se sont creusées. Elles existeront toujours et il faut bien sûr en tenir compte et travailler à les réduire. Cela doit passer avant tout par l'école, en rendant accessible pour tous une éducation de qualité, la démocratisation des coûts scolaires. Plus globalement, il est important d'être conscients des inégalités pour pouvoir les réduire, même si on ne pourra pas les éliminer complètement. Il faut aussi réfléchir à une redistribution de la richesse.

■ *Le fait qu'on ait été enfermé chez soi, mais que le monde extérieur rentre plus chez certains que chez d'autres via Internet, les réseaux sociaux, va-t-il creuser davantage l'écart avec ceux qui sont encore plus isolés face au confinement ?*

□ Ceux qui sont plus solitaires, l'étaient déjà peut-être volontairement avant et ils ont peut-être accueilli le confinement avec moins d'appréhensions, de chagrin. Néanmoins, la sortie du confinement risque d'être davantage dramatique pour eux. Les personnes isolées se sont peut-être habituées à cet isolement imposé à tous. Mais leur solitude n'en reste pas moins une. Et des personnes qui avaient des liens assez étoffés, vont peut-être se sentir isolées dans cet entre-deux. D'autre part, certains lieux semblent avoir été un peu oubliés des politiques. Par exemple les pa-

roisses, les maisons de jeunes, les cafés, les écoles d'alphabétisation, les cours de gymnastique, de couture... Tous des lieux de vie, de rencontres qui peuvent favoriser les liens sociaux... Or, on ne les a pas déconfinés alors que d'autres l'étaient déjà. Cela a fait courir le risque de voir les liens sociaux se désagréger... Dans le même temps, on a assisté à la naissance de nouveaux lieux de socialisation, par exemple entre voisins, dans les quartiers... Faire sentir à ceux qui ont la possibilité d'organiser la société, l'importance de ces lieux et penser la manière de pérenniser les liens et de les valoriser permettrait de soutenir la transition vers un autre mode de vie sociale.

■ *Vous avez étudié la philosophie au fil des âges et du temps : comment peut-on expliquer comment on en est arrivé à ce détricotage du lien social et à l'avènement d'une vision restrictive de l'autonomie ? L'analyse qu'une société porte sur elle-même a-t-elle été absente ?*

□ Cette idée d'homme « réussi », capable d'avoir un projet de vie et de le réaliser apparaît à l'époque moderne. Avant, l'homme se concevait comme partie d'un ordre qui le dépassait, dans lequel il trouvait sa place, le sens de sa vie et aussi une certaine paix. Incarné par le pouvoir, cependant, cet ordre courait le risque de rendre l'homme soumis à une hiérarchie de pouvoir. Le versant négatif a été d'imaginer que l'homme réussi est l'homme indépendant, c'est-à-dire libre en tant que « détaché de tout lien ». Or, si on est détaché de tout lien, on est un sujet isolé. La révolution industrielle, le mythe du progrès rendu possible par le développement rapide de la science, le pouvoir de l'argent et de la finance dans un monde de plus en plus interconnecté et dépourvu de frontières ont fait le reste, avec comme conséquence les crises économique, sociale, climatique et même sanitaire, que nous connaissons aujourd'hui. Or, la soif de pouvoir, de domination font partie de la nature humaine et doivent être maîtrisées.

Aristote dans son traité politique pointait déjà comme un des maux de la cité, le fait de faire de l'argent avec de l'argent. Il exhortait ses contemporains à se protéger de ce risque. C'est là que la vertu intervient.

Les philosophes de l'antiquité ont insisté sur la nécessité de l'éducation à la vertu, la nécessité de maîtriser cette soif de domination à travers l'éducation et l'exercice de la sagesse. Aujourd'hui, la référence à la vertu est considérée comme obsolète, parce qu'on a conservé une notion étriquée du terme vertu. Pourtant, c'est sans doute un leadership vertueux qu'il faut pour sortir de la crise dans laquelle nous nous

La crise nous a permis de rentrer dans d'autres logiques.

trouvons, et un sens de responsabilité accru de la part de chaque personne. Nous sommes des êtres raisonnables et nous devons réapprendre à nous laisser guider par la raison.

On a ralenti notre garde par rapport à cela. Nous sommes dans ce désir compréhensible de débrider notre liberté par rapport à des lois venues de l'extérieur. Et on en vient à penser que la liberté est entendue comme une autorisation à faire ce qu'on veut. Or, si j'ai la chance de vivre dans de bonnes conditions, cela ne me dispense pas de penser à la destination universelle des biens. Je dois me contrôler dans la manière de m'orienter, de consommer, de gérer mes propres richesses. Cela doit partir de ma propre responsabilité. L'action politique n'est pas suffisante. Il faut que le politique intervienne mais il faut aussi que nous-mêmes nous puissions nous positionner vis-à-vis du bien commun.

■ *Cela passe donc par une pensée philosophique qui conduirait chacun à s'interroger sur lui-même ? N'est-ce pas trop absent de ce monde d'aujourd'hui ?*

□ En Belgique, la philosophie en tant que telle n'est pas matière d'enseignement dans les écoles secondaires. C'est dommage. Depuis 2017, un cours de philosophie et citoyenneté a été introduit dans le réseau officiel pour une heure par semaine. C'est insuffisant si l'on

veut garantir un véritable apprentissage de la philosophie. Or, cet enseignement est présent dans d'autres pays. Par ailleurs, on constate un intérêt croissant pour la philosophie. Quand on organise des conférences de philosophie, les gens répondent présents. La demande est forte et il faudrait l'écouter pour y répondre de manière adéquate. Quant à la spiritualité, on lui octroie peu de place, surtout là où elle prend la forme d'une religion constituée, avec ses rites et ses lieux de culte. On souhaite que ces formes « organisées » de spiritualités soient limitées à un cadre privé, sans doute en craignant que l'expression publique d'une religion nuise au vivre-ensemble. Cela ne va pas favoriser la possibilité pour certains de trouver, dans ces lieux, un poumon pour leur vie, un lieu de ressourcement, dans un monde où le salut est souvent associé à la réussite. Personnellement, je crois que l'accueil mutuel de ces différentes spiritualités et religions peut contribuer à la construction d'un tissu social multiple et varié qui peut être la réponse créative à l'individualisme ambiant, à la discrimination, au racisme et à l'exclusion, surtout des personnes les plus vulnérables.

*Propos recueillis par Laurence Delperdange*



L. Delperdange

“  
Nous avons pu reconnaître  
qu'il est un bien que nous  
partageons tous: la santé.”  
”

# INACCESSIBLE ÉQUATION ?

*Au moment où seuls les oiseaux sont encore autorisés à migrer, il ne fait décidément pas bon être réfugiés, sans papiers, sans abri. Et le Covid-19 n'y change pas grand-chose, certains demeurant hors du grand filet de protection pourtant déployé pour tous.*

Heureusement, mus par les élans solidaires citoyens nés de la pandémie, créatives et créatifs de tous bords se sont mis à la tâche. La mobilisation citoyenne a été sans faille pour trouver des solutions d'hébergement pour les personnes réfugiées chez nous. Cela, sous l'impulsion et l'appui concret et avisé des plateformes structurées de soutien aux réfugiés.<sup>1</sup> Comme si, le gouvernement avec ses pouvoirs spéciaux considérait que la gestion de ces résidents particuliers n'était pas de son ressort. Excluant femmes, hommes et enfants venus d'ailleurs et sans papiers d'un vivre ensemble, échappant malgré eux, aux obligations de confinement. Ne courraient-ils ou ne représenteraient-ils aucun risque de contamination ?

## Une vie digne pour chacun

La Belgique n'est pas le seul pays à avoir fait preuve d'inconséquence et de peu d'humanité à l'égard de ces oubliés. Devant ce vaste puzzle monde, les dirigeants se sont souvent montrés peu adéquats. On aurait pu rêver de réponses cohérentes, concertées face au chaos mondial. On aurait pu croire que le virus qui nous rassemblait tous dans une même fragilité amènerait au-devant de la scène ce « just human » dans lequel nous nous reconnaitrions tous, faisant tomber les étiquettes qui nous figent dans une société. Mais, nous sommes loin du compte. Les réfugiés demeurent, la plupart du temps, maltraités par les États.

Si les gouvernements du monde entier ont imposé des mesures d'immobilité et de distanciation sociale pour lutter contre la pandémie, les réponses en matière de contrôle des migrations ont été très variées. Des États ont fermé leurs frontières et certains ports, d'autres ont suspendu les expulsions et les détentions, d'autres encore les ont poursuivies.

Pour venir en aide aux réfugiés, ce sont donc, la plupart du temps, les citoyens et le monde associatif qui se sont largement mobilisés. Les

plateformes de soutien aux réfugiés, les collectifs de citoyens rassemblés autour des dynamiques « Communes hospitalières »<sup>2</sup> ont, dès le début de la pandémie, veillé à apporter des aides concrètes et des solutions d'hébergement à ceux qui, avant le confinement, dormaient dans la rue. Tandis qu'au niveau fédéral, pratiquement rien n'a été mis en place. Les communes se sont ainsi retrouvées en première ligne pour gérer la présence de personnes migrantes sur leur territoire en plein confinement. Certaines ont soutenu les initiatives citoyennes, mettant des locaux, du matériel à disposition. A Bruxelles, des hôtels vides ont été réquisitionnés<sup>3</sup>. On aurait pu s'attendre à ce que toutes les communes « labellisées » « Commune hospitalière », se positionnent résolument dans ces actions concrètes mais la réalité a été bien différente. Certaines se sont montrées peu actives sur le terrain faisant même parfois appel aux forces de l'ordre pour décourager les bonnes volontés. La commune a pourtant un rôle essentiel dans l'accueil des migrants. Elle est en effet en première ligne pour la prise en charge des personnes sans papiers sur son territoire. Or, on assiste parfois à une inversion des rôles : les CPAS appelant les citoyens solidaires en aide pour trouver des solutions. Les décisions de la ministre de l'Action sociale Christie Morreale autorisant l'ouverture de lieux d'accueil pour les migrants n'ont pas toujours été suivies par les gouverneurs de province, tandis que police et bourgmestre, sur le terrain local, apportaient parfois des réponses contradictoires aux propositions des citoyens.

Dans certaines régions, comme en Wallonie Picarde, une commission supracommunale a été mise en place de manière à ouvrir des lieux d'accueil sur différentes communes ; une option volontariste comme on aurait voulu en voir partout.

Quant à l'Office des Etrangers, il a suspendu l'enregistrement des demandes d'asile pendant la crise. Parallèlement, 300 personnes déte-

nues en centre fermé ont été relâchées au début du confinement avec un ordre de quitter le territoire alors même que les frontières étaient fermées. Ces décisions n'ont été suivies d'aucune mesure d'accompagnement.

Parmi les mesures du gouvernement, l'une avait pour objectif de répondre à des impératifs économiques. En effet, pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre durant la crise du Covid, le délai de quatre mois à partir duquel les demandeurs d'asile peuvent accéder au marché du travail, a été supprimé. Sans toutefois être accompagné de mesures sociales.

« Une pratique qui rappelle les accords conclus dans les années soixante pour faire venir des travailleurs italiens dans les charbonnages wallons, puis des travailleurs marocains et turcs pour relancer le secteur industriel belge », font remarquer certains.<sup>4</sup> Dans le Limbourg, qui accueille chaque année 60.000 travailleurs saisonniers venant de Bulgarie, de Pologne, de Roumanie, il a fallu faire appel à des chômeurs, des demandeurs d'emploi, des allocataires sociaux, des demandeurs d'asile. Ceux-ci, ce qui est positif, ont vu leurs revenus augmenter de manière substantielle. De 7,8 € par jour en centre d'asile, ils ont perçu 8,5 € de l'heure.

## En Europe

En Grèce, plus de 11.000 réfugiés devaient être expulsés, le 1<sup>er</sup> juin, des logements sociaux qu'ils occupent, au risque de se retrouver à la rue. Le gouvernement assure vouloir faire de la place pour les 32.500 demandeurs d'asile des camps des îles surpeuplées.<sup>5</sup>

La mesure vise les réfugiés hébergés notamment dans le cadre d'un programme d'hébergement (ESTIA), géré par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et financé par la Commission européenne mais dont les contours sont déterminés par l'État grec.

Selon le ministre des Migrations, Noris Mitarachi, le programme d'hébergement ESTIA n'était censé venir en aide qu'aux demandeurs d'asile hébergés le temps du traitement de leur dossier.

Si les réfugiés ont techniquement le droit de travailler en Grèce - et peuvent ainsi subvenir à leurs besoins et trouver un logement par leurs propres moyens -, la réalité est néanmoins bien différente en raison du manque d'opportunités économiques dans ce pays lourdement touché par la crise et de la réticence des propriétaires grecs à louer un logement à des réfugiés en situation précaire.

Dans une tribune du journal *Libération*<sup>6</sup>, des professeurs d'université français, soulignent

## Régularisation pour tous

En Belgique, on compte de 100.000 à 150.000 sans-papiers qui souvent travaillent sans contrat de travail et parfois même pour des sous-traitants répondant à des commandes publiques. Ils contribuent indirectement à l'économie du pays. En confinement, ils se sont retrouvés sans revenus. Vu les circonstances exceptionnelles, la Ligue des droits humains, le Ciré (Coordination et initiatives pour réfugiés et sans papiers) et plusieurs collectifs de sans-papiers proposent la régularisation pour tous<sup>1</sup>. Comme ce fut le cas en 1999 et en 2009. Il s'agirait d'octroyer durant une période déterminée, une régularisation des demandes.

Comme le souligne Alexis Deswaef, président de la Ligue des droits humains, lorsque certains objectent qu'une telle mesure pourrait être une sorte d'appel à migrer : « Personne d'autre n'entre dans notre pays, eux sont déjà ici et contribuent à l'économie belge ». Pour lui, outre des arguments d'ordre économique, des raisons sanitaires et humanitaires motivent une telle proposition. Laisser des personnes dans la rue, sans être reconnues comme de véritables citoyens fait courir un risque aussi bien à elles-mêmes qu'à la collectivité. D'autres pays ont décidé de régulariser les personnes sans papiers, sur leur territoire : le Portugal jusqu'au 30 juin et l'Italie pour les travailleurs saisonniers. Ce sont des avancées... « Notre société et notre économie ont tout à y gagner », remarque Alexis Deswaef.

On pourrait également opter pour une amnistie pour les familles avec enfants, poursuit-il. Mais cela demande un réel courage politique, pour faire front face aux pressions exercées par le Vlaams Belang sur la N-VA puis de celle-ci sur l'Open VLD, parti de Maggie De Block, ministre en charge de ces questions au niveau fédéral.

**DÉCONFINONS  
LES DROITS  
DES SANS-PAPIERS**  
CONTRE LE VIRUS, LA RÉGULARISATION  
C'EST MAINTENANT



1. Voir : <https://sanspapiers.be/deconfinons-les-droits-des-sans-papiers-contre-le-virus-la-regularisation-cest-maintenant/>  
[www.cire.be](http://www.cire.be)

Le citoyen doit-il un seul instant, dans quelque mesure que ce soit, abandonner sa conscience au législateur ? Pourquoi, alors, chacun aurait-il une conscience ? Je pense que nous devons d'abord être des hommes, des sujets ensuite.

La désobéissance civile,  
H.D. Thoreau, 1849

que beaucoup d'exilés ont bénéficié, durant la pandémie, d'une prolongation de leur titre de séjour. Mais que de nombreux Etats, dont la France, ont fait obstruction à la migration et à la demande d'asile. « *Les frontières extérieures de l'espace Schengen ne peuvent plus être franchies que pour des «voyages essentiels», l'Italie et Malte ont fermé leurs ports, la France et les autres Etats membres ont réintroduit, sous une forme ou sous une autre, des contrôles à leurs frontières nationales. Le parcours migratoire des zones de conflits et de persécutions vers l'Union européenne, déjà singulièrement difficile et dangereux, s'est ainsi, encore, complexifié. La vulnérabilité de ceux qui empruntent les routes de l'exil ne peut qu'en être renforcée. Au-delà des seules conditions d'exil, le premier accueil des migrants et réfugiés a été grandement affecté par le confinement et le peu de dispositifs spécifiques mis en place pour garantir la continuité des services (accompagnement social, allocation, etc.).* » Plusieurs mesures leur font craindre que ne soient sacrifiés sur l'autel de la sécurité sanitaire, les droits des demandeurs d'asile.

Quant aux pays où les populations sont déjà particulièrement éprouvées, beaucoup vivant dans des camps de réfugiés (Syrie, Bangladesh, Yémen, Soudan...), il n'existe actuellement aucun système de filtrage ou de test pour le Covid-19 et il n'y a pas d'unités de soins intensifs.

### Des voix s'élèvent

Face à ces situations dramatiques, des voix s'élèvent un peu partout. Celles par exemple de ces experts des droits de l'homme indépendants des Nations Unies qui ont appelé les États à protéger les droits des migrants et de leurs familles, quel que soit leur statut migratoire, pendant et après la pandémie de Covid-19.<sup>7</sup> « *Les sans-papiers occupent des emplois instables – généralement sans prestations, ni droit aux allocations de chômage – et, dans certains cas, ont été exclus des mesures d'assistance sociale mises en œuvre par les États* ». Ils ont rappelé les contributions économiques importantes des migrants aux sociétés dans lesquelles ils vivent. « *Dans ce contexte, nous appelons les gouvernements à promouvoir la régularisation des migrants en situation irrégulière* », ont-ils invoqué. *Les gouvernements doivent également envisager la suspension temporaire des expulsions ou des retours forcés pendant la pandémie* », ont-ils déclaré. *Des milliers de migrants sont actuellement bloqués aux frontières du monde entier, en Asie, en Afrique, dans les Amériques ou en mer, sur les côtes de l'Europe* ». Ces experts ont exhorté les États à « *garantir les droits et la continuité des pro-*

*cédures pour les personnes ayant besoin d'une protection internationale, y compris l'accès à leur territoire, et à poursuivre les opérations de recherche et de sauvetage des personnes en détresse en mer.* »

Dans un monde où 17% de la population mondiale, la plupart dans les pays occidentaux, détient 73% des richesses mondiales, où les catastrophes liées au réchauffement climatique frappent durement des populations déjà très éprouvées, appliquer l'article 13 de la déclaration universelle des droits humains « *Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays* », est un devoir juste humain. « *L'humanité n'est pas assignée à résidence* » comme le souligne Edwy Plenel, directeur de Mediapart. Mais, cette urgence inédite a mis en lumière, une fois de plus, la suprématie de l'économie sur l'humanisme. La cacophonie était à tous les échelons : des communes aux États, aux organisations internationales. Pendant ce temps-là, les citoyens, eux, apportaient collectivement des réponses adéquates aux cris désespérés des exclus, des victimes, des oubliés de toutes les crises. Et le fossé s'est creusé encore et encore...

Laurence Delperdange

1. BXLrefugees - Plateforme citoyenne est suivie par plus de 56.000 personnes.
2. Une initiative du CNCND-11.11.11 suivie par de nombreuses associations et citoyens. « *Une commune hospitalière est une commune qui, par le vote d'une motion, s'engage à améliorer l'information et l'accueil des personnes migrantes, quel que soit leur statut. Elle s'engage, à son échelle, pour une politique migratoire basée sur l'hospitalité, le respect des droits humains et les valeurs de solidarité.* » Site Internet : [www.communehospitaliere.be](http://www.communehospitaliere.be)  
Lire aussi : « *Pandémie : mobilisations citoyennes et modes de gestion locale de la question migratoire* », Joachim Debelder et Altay Manço, Analyse de l'IRFAM n°1, 2020.  
JOC, Dans la ville solidaire qui s'auto-organise, mai 2020
3. *Le Soir*, Coronavirus : un hôtel bruxellois pour confiner les migrants, 20/03/2020 <https://migrationslibres.be/>
4. Migrations Libres (Collectif média solidaire des oubliés et des sans-papiers) : <https://migrationslibres.be>
5. Info migrants le 01/06/2020  
Sur le sujet : *Lesbos, la honte de l'Europe*, Jean Ziegler, Paris Seuil, 2020
6. Julian Fernandez, professeur à l'université Panthéon-Assas, Thibaut Fleury Graff, professeur à l'université de Versailles-Paris-Saclay et Alexis Marie, professeur à l'université Reims-Champagne-Ardenne, *Libération*, 18 mai 2020
7. [un.org/fr/2020](http://un.org/fr/2020) L'ONU 26 mai, *Contre le virus, la régularisation c'est maintenant !*

# RENVERSER L'ÉCHELLE DES VALEURS



Filire-Prachatai

*À côté des experts scientifiques, surmédiatisés diront certains, des centaines de milliers de héros souvent moins visibles ont été mobilisés pour permettre à la population d'être soignée et nourrie. La crise sanitaire a mis en lumière la question centrale de l'utilité sociale des métiers.*

Parmi les héros de la crise sanitaire, il y a celles et ceux qu'on a applaudi pendant plusieurs semaines, qui étaient sur le front pour sauver le plus de vies possible : personnel hospitalier, des maisons de repos, soignants à domicile, ambulanciers... Derrière eux, il y avait tous les travailleurs de l'ombre qui assuraient l'intendance pour que la sécurité alimentaire et les besoins de base soient assurés : caissières, livreurs, éboueurs, travailleurs sociaux, chauffeurs de bus, facteurs... Et parmi tous les travailleurs sur le front, n'oublions pas non plus toutes celles et ceux qui travaillaient dans les entreprises dont l'activité n'était pas vitale mais qui avaient fait le choix de continuer leur business, parfois au détriment de la santé de leurs salariés.

Ne tombons pas dans la caricature en opposant les « confinés heureux » dans leur cocon d'un côté, et les « déconfinés sacrifiés », contraints de travailler au péril de leur vie. Le chômage économique ou le télétravail dans des conditions parfois très difficiles étaient

loin d'être des situations enviables pour tous les travailleurs concernés. Mais de manière générale, ce sont celles et ceux qui ont sauvé des vies et assuré les besoins vitaux qui ont été les plus exposés aux problèmes de santé ; risques de contamination, travaux lourds, fatigue due aux heures supplémentaires... Ce sont souvent les emplois les moins bien payés et dont les conditions de travail sont les plus précaires (temps partiels, horaires coupés...). Pensons en particulier aux infirmières en hôpital ou à domicile, aides-soignants dans les maisons de repos, personnel des grandes surfaces, travailleuses du nettoyage... Toutes ces personnes ont continué à travailler la peur au ventre alors que les conditions de protection sanitaire (masques, protections en plexiglas...) n'étaient pas encore mises en place.

Pour Marthe Nyssens, professeure d'économie sociale<sup>1</sup>, « ces métiers essentiels pour notre vie quotidienne ne sont ni suffisamment reconnus socialement, ni valorisés financièrement ». Elle espère que cette crise va nous permettre de je- ►

► ter un autre regard sur la valeur économique et sociale de ces métiers qui relèvent à la fois du secteur marchand mais aussi non-marchand. Dominique Méda, sociologue du travail<sup>2</sup>, partage ce souhait. *« Des bataillons d'aïdes-soignantes et d'aïdes à domicile -en très grande majorité des femmes- assument des tâches cruciales pour la solidarité entre les générations. Ils assurent la toilette, les repas, l'aide aux gestes essentiels de nos seniors dépendants. Faute de reconnaissance et de rémunération suffisantes, de moins en moins de personnes effectuent ces activités difficiles ».*

La crise actuelle est un moment opportun pour prendre en compte l'importance sociale des différents métiers. Dominique Méda cite l'anthropologue américain David Graeber qui explique que pour savoir si un métier est essentiel ou si c'est un bullshit job (boulot à la con), il suffit d'imaginer les conséquences sociétales de sa disparition. *« Soudainement, les titulaires des métiers les mieux payés nous apparaissent bien inutiles et leur rémunération exorbitante. L'un des premiers enseignements de la crise sanitaire, c'est qu'il est urgent de réétudier la hiérarchie sociale des métiers, en accord avec nos valeurs et relativement à leur utilité réelle. Au-delà des incertitudes sanitaires et économiques qui nous inquiètent tous, je pense que chaque citoyen sera amené à se questionner. Nous allons apprendre énormément de choses sur la place du travail dans nos vies. De cette introspection peut naître un désir de transformation fort ».*

### Les femmes de l'ombre

Au-delà des prises de conscience personnelles (sur l'utilité sociale de notre travail), c'est l'importance des services publics et du « care » (soins aux personnes) qui est mise en avant, ainsi que la reconnaissance de la légitimité des revendications de ces catégories de travailleurs précaires. Parmi elles, le personnel soignant (700.000 personnes, dont 3/4 sont des femmes) tirait déjà la sonnette d'alarme bien avant la crise sanitaire sur la dégradation des conditions de travail dans ce secteur, résultat des politiques d'austérité imposées ces dernières années.

Les femmes, et en particulier les femmes racisées, ont été en première ligne des risques encourus, car elles étaient souvent assignées aux activités essentielles mais pourtant pénibles, exercées dans des conditions précaires. *« Dans le secteur de la distribution, 90% des caissières sont des femmes. Dans celui du nettoyage et de la domesticité, une écrasante majorité sont des femmes migrantes, qui se retrouvent soit exposées à de hauts risques (en continuant à travailler), soit perdent leur emploi sans compensation*

*(car en situation irrégulière). La crise actuelle exacerbe ces inégalités et visibilise le fait que ce sont souvent des personnes marginalisées qui font tourner la machine capitaliste. »*<sup>3</sup>

Comment expliquer le grand écart entre l'utilité sociale des métiers et leur valorisation financière ? Selon Dominique Méda<sup>4</sup>, les grilles de classification déterminant les salaires ont été conçues par des hommes. Pour ceux-ci, les compétences que les femmes valorisent dans leur emploi sont considérées comme « naturelles » et ne nécessitent donc pas de formation ni de rémunération, tandis que celles des hommes nécessitent l'acquisition de savoirs et un apprentissage technique qui méritent d'être récompensés par une haute rémunération. Elle pointe aussi le manque de mobilisation syndicale dans des secteurs comme les soins à domicile ou le nettoyage.

### Confinés et déconfinés, même combat

Durant cette crise, des timides voix syndicales se sont fait entendre sur la poursuite ou la reprise d'activités dans des secteurs non-essentiels, en particulier lorsque les conditions sanitaires faisaient défaut. Une fois le déconfinement entamé début mai, la question des critères de reprise des activités est en réalité devenue politique. Pour Nicolas Latteur<sup>5</sup>, *« il apparaît nécessaire de politiser les critères qui font d'une activité un élément essentiel ou non. Aujourd'hui, à l'heure de la crise sanitaire, les décisions qui sont prises en urgence par le gouvernement empiètent sur les dynamiques du marché capitaliste. Des pans entiers de l'économie sont administrés. Si l'hégémonie du marché continue à exister, on entraperçoit ce que pourrait être un système de planification, même si celle-ci se déploie de manière autocratique par l'institution de l'état d'urgence ou l'obtention de pouvoirs spéciaux. Une part de la logique capitaliste s'est vue entravée. De telles mesures renvoient à la priorité donnée à la satisfaction des besoins plutôt qu'à la solvabilité des gens. Dans une logique démocratique, les besoins, tout comme les productions pour les satisfaire, doivent être collectivement interrogés et définis ».* Et l'auteur de souligner l'importance de cette réflexion dans le cadre de la reprise des activités économiques, et surtout face à l'enjeu climatique ; produire et répartir de façon égalitaire une consommation des ressources qui doit être soutenable.

Mais si nous mettons en avant les « héros déconfinés » qui ont permis à toutes et tous de continuer à vivre et à être soignés, n'oublions pas de souligner que la vie n'était pas nécessairement rose non plus pour ceux qui ont été contraints de télétravailler dans des conditions difficiles, devant

cumuler simultanément et dans un espace parfois très restreint le métier de travailleur mais surtout de travailleuse, d'enseignante et de ménagère, en particulier dans les familles monoparentales.

Pour les travailleurs qui ont eu recours au télé-travail comme pour tous les autres, nul doute que la crise va également laisser des traces (positives ou négatives) sur leurs conditions de travail futures. Les mobilisations syndicales et la concertation sociale seront déterminantes pour veiller à ce que la législation sociale ne soit pas sacrifiée sur l'autel de la relance économique.

### Démocratiser, démarchandiser

Malgré la réelle menace de déréguler les acquis sociaux (augmentations des heures d'ouverture des magasins, non-négociation sur les périodes de congés, glissement des emplois salariés vers des activités franchisées, des intérimis...), la crise pourrait cependant représenter une formidable opportunité pour remettre en cause le modèle productiviste et capitaliste du marché du travail.

La relocalisation de l'économie pourrait permettre la création massive d'emplois dans le domaine de la transition écologique, y compris dans des secteurs aujourd'hui délaissés à cause de la course à la productivité (agriculture, commerces de proximité...).

Outre ce défi de dépollution de l'activité économique, Isabelle Ferreras<sup>6</sup> souligne un autre chantier important, celui de la démocratisation de l'entreprise. « Si l'on se demande sérieusement comment exprimer la reconnaissance des entreprises et de la société dans son ensemble envers les travailleurs, il faudra bien sûr aplatir la courbe des rémunérations et démarrer moins bas. Mais ces seuls changements ne suffiront pas. Il est aujourd'hui devenu injustifiable de ne pas émanciper les investisseurs en travail (les salariés) en leur accordant la citoyenneté dans l'entreprise. Car ils en sont LA partie constituante, pourtant toujours trop souvent exclue du droit de participer au gouvernement de l'entreprise, monopolisée par les apporteurs en capital ». Elle plaide pour que les Etats, qui doivent aujourd'hui intervenir pour sauver les entreprises de la faillite, conditionnent leurs aides non seulement à des normes environnementales plus strictes mais aussi à des conditions de démocratisation de la gouvernance au sein des entreprises. Ainsi, l'Etat possède aujourd'hui un levier essentiel pour opérer un changement de cap, car « les apporteurs de capitaux ne veilleront pas spontanément ni à la dignité des investisseurs en travail, ni à la lutte contre l'effondrement climatique ».

Enfin, « cette crise illustre aussi combien le

## HOMMAGE AUX TRAVAILLEURS DE L'OMBRE

### *Remerciements adressés aux travailleurs sociaux par Bernard De Vos, délégué général aux droits de l'enfant.*

Depuis le début de cette crise, on a très peu parlé de certains travailleurs de l'ombre. Celles et ceux qui bossent dur dans les services résidentiels de l'Aide à la jeunesse, dans les travées des prisons, dans les maisons d'accueil pour SDF, dans les foyers pour personnes handicapées. J'en connais des tas.

Qui ont fait preuve d'inventivité et de créativité pour assurer la sécurité et le confort de leurs bénéficiaires. Qui ont obturé tous les trous, réglé chaque détail, pour que cette crasse ne les atteigne pas. Pour les protéger, ils ont logé sur place, sur une paillasse, parfois des semaines. Sans rentrer chez eux. Sans voir les leurs. Ils ont mouillé le maillot et tenu bon. Sans gloriole, sans applaudissements au balcon, sans trop d'intérêt des médias. Sans masque non plus. Sans gel. Sans moyen complémentaire pour faire face aux nouveaux enjeux.

Ils l'ont fait et ils le font par devoir. Par envie. Par engagement. Le souci de bien faire. D'être utiles. Une forme d'amour pour celles et ceux qui leur font confiance. Et qui, parfois, n'ont plus qu'eux. Les travailleurs sociaux sont habitués à l'ombre. A cette ombre honteuse dans laquelle on les cantonne pour faire taire la révolte. J'en connais aussi pas mal qui font de la prévention. Eviter les exclusions. Eviter les violences et les injustices. Ils sont encore moins visibles. Parce que, par définition, on ne parle jamais des trains qui arrivent à l'heure, ni des tracas qui ne se passent pas. Parce qu'ils ont été évités par des éducateurs de rue, des médiateurs de quartier, des animateurs de MJ, des AS, des psys en santé mentale, qui auront désamorcé les bombes avant qu'elles ne nous explosent en pleine face.

Personne ne peut prédire dans quel état la crise laissera finalement les plus faibles et plus fragiles. Mais on peut déjà dire avec certitude qu'elle laissera des traces. Lourdes. Profondes. Des familles exsangues, des enfants maltraités en silence, des ados réprimés. Un monde littéralement affamé. En manque d'air. Il paraît que le déconfinement est en vue. On verra alors les premiers dégâts de ce moment cloîtré, alors que de nouveaux problèmes ne manqueront pas de se faire jour. Les travailleurs sociaux seront présents. Fatigués, exténués sans doute, mais prêts à relever de nouveaux défis. Il faudrait qu'on leur dise plus souvent merci. Merci Mesdames, merci Messieurs, merci les ami.e.s : ce que vous faites de bien, ce que vous faites de bon pour votre public nous fait du bien à nous aussi. Cœur avec les doigts.

**Bernard De Vos Dumont,**  
sur sa page Facebook, le 22 avril 2020

travail ne devrait pas être traité comme une marchandise, qu'il existe des besoins collectifs stratégiques qui doivent être immunisés de la marchandisation. La logique de rentabilité ne peut pas décider de tout, il faut protéger certains secteurs des seules lois d'un marché non régulé ».

Gageons que la prise de conscience citoyenne de l'importance des services collectifs et de la sécurité sociale reprenne vigueur, après avoir été malmenée par le discours néolibéral du tout au marché et des bienfaits de la privatisation.

**Monique Van Dieren**

1. Cette crise nous révèle les fragilités de notre économie. Interview de Marthe Nyssens dans *Le Vif* du 20/04/20
2. La crise du Covid nous oblige à réévaluer l'utilité sociale des métiers. Interview de Dominique Méda dans *l'Eco* du 23 avril 2020
3. Rapports sociaux inégalitaires au sein du travail : une évidence durant le confinement. Christine Vanden Daelen, CADTM, 30 avril 2020
4. *Les métiers ultra-féminins ultra-mal payés nous permettent de continuer à vivre*. Interview réalisée par Safia Kessas sur le Première-RTBF le 17 avril 2020
5. Quel travail voulons-nous ? Nicolas Latteur, Cepag, avril 2020
6. *Travail : Démocratiser. Démarchandiser. Dépolluer*. Carte blanche signée par 3.000 professeurs et chercheurs de par le monde, publiée dans la plupart des journaux belges francophones le 15 mai 2020.

## L'AUTRE PANDÉMIE

*Elle est infirmière, lui est journaliste. Des extraits d'un témoignage qui en dit long sur l'(in)utilité sociale des métiers et sur l'importance de lutter contre la marchandisation des services à la collectivité.*

**Ma femme est infirmière.** Elle travaille dans l'un des grands CHU de Wallonie. Durant des années, elle est rentrée le soir complètement exténuée, au terme de journées marathon qui succédaient les unes aux autres. (...) Victime du manque constant de personnel dans son unité, il lui fallait prodiguer des soins à la chaîne. Pas le temps pour le supplément d'âme. Courir. Foncer. Se hâter. Urgence à tous les étages. L'habitude avait creusé l'ornière. (...) Chaque jour, elle repartait en « première ligne » comme l'on dit aujourd'hui du haut des balcons où l'on applaudit tous les soirs à 20 heures les « héroïnes ». (...) Elle a tenu tant qu'elle a pu. Son corps la mettait au supplice pour qu'elle arrête, mais sa tête ignorait volontairement les signaux de détresse. Un jour, tout a lâché. Grillée. Épuisée. « Burn-out » a conclu le médecin du travail dont le diagnostic était écrit à l'avance. La clinique de l'usure avait fait une malade de plus.

**Moi, pendant toutes ces années, j'étais journaliste.** J'enquêtais sur les dossiers financiers. Les coups fumants de la criminalité en col blanc. De « Clearsteam » aux « Dubaï Papers », en passant par les affaires « Kredietbank ». Je voyais les milliards disparaître par tous les points aveugles de la planète financière.

Je bossais également sur la fraude sociale organisée à grande échelle, sur le dos de dizaines de milliers de travailleurs clandestins transformés en nouveaux esclaves. Et puis, il y avait l'évasion fiscale ordinaire. Celle que des multinationales, des grands patrons, de riches héritiers et des détenteurs de portefeuilles garnis parviennent à faire passer pour de l'« optimisation légale ».

Ces montagnes de fric auraient dû renflouer les caisses d'un Etat démonétisé au point qu'il ne puisse plus financer correctement l'une de ses missions régaliennes : la santé. (...) Ces jours-ci, j'entends certains responsables ventriloqués par les gourous du capitalisme financier, à nonner leurs théories prêtes à penser sur l'économie de la santé. (...) Tour à tour, ils se dédouant de la politique d'austérité qui a conduit les hôpitaux au bord du gouffre, ils nous rebâchent que le budget de la santé a été gonflé, ils martèlent que les rangs du personnel soignant ont même grossi, ils se rengorgent en vantant les mérites de notre si merveilleux système hospitalier. En théorie, ils ont sans doute raison. Car en théorie, il est certainement possible de démontrer qu'un éléphant peut demeurer suspendu par la queue à une pâquerette. Mais sur le terrain, à la lumière des scialytiques, personne n'est dupe. Car on sait dans les cliniques, dans les maisons de repos, dans les institutions de soins, que la culture du rendement et de la productivité dominant jusqu'à réduire l'humain (le corps médical, infirmier ou celui des patients) à sa seule dimension technique, matérielle et financière. Puisqu'ils aiment tant les inventaires et les exercices comptables, il leur reste à faire le décompte des morts causées par l'autre pandémie : la marchandisation de la santé.

**Frédéric Loore, 17 avril 2020**

Pour lire la chronique complète : [https://www.entreleslignes.be/humeurs/les-indign%C3%A9s/l%E2%80%99autre-pand%C3%A9mie?fbclid=IwAR1dn-NY6Eu5AcA8SmY5M9bTnvoPeA4kXtmOK7RevAk\\_GcF8DNAbAISK0AY](https://www.entreleslignes.be/humeurs/les-indign%C3%A9s/l%E2%80%99autre-pand%C3%A9mie?fbclid=IwAR1dn-NY6Eu5AcA8SmY5M9bTnvoPeA4kXtmOK7RevAk_GcF8DNAbAISK0AY)

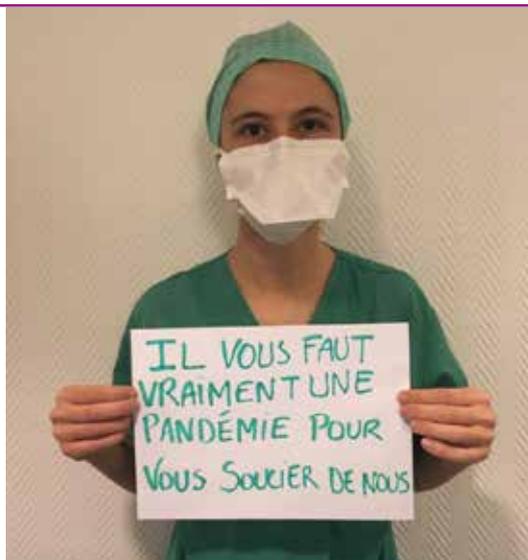


Photo saisie sur les pages Facebook de La santé en lutte



ISI informatique



Wallonie



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

Digitec SOLUTION